

un autre projet est possible

collectif-cptg.org



L'Écho du Triangle du 6 juillet 2018

Convocation au TGI de Pontoise mercredi 11 juillet

NOS LÉGUMES MENACÉS D'EXPULSION

Mercredi prochain, 11 juillet, l'Établissement public foncier d'Ile de France (EPFIF) poursuit notre collectif, le CPTG, devant le Tribunal de grande instance de Pontoise, où il espère obtenir des juges un OQTG (Ordre de Quitter la Terre de Gonesse) à l'encontre des choux, radis, carottes, courges, courgettes et autres cucurbitacées qui s'épanouissent là depuis mai 2017 et le grand rassemblement des opposants au projet de mégacentre commercial Europacity.

Le CPTG appelle tou-te-s les ami-e-s disponibles en cette période de congés à venir porter assistance à ces légumes en danger mercredi 11 juillet dès 9h

au TGI de Pontoise 3 Rue Victor Hugo, 95300 Pontoise à 700m de la gare de Pontoise (trains au départ des gares du Nord ou Saint Lazare).

La terre ne nous appartient pas, nous l'héritons de nos ancêtres et nous l'empruntons à nos enfants.

JEUDI 26 JUILLET L'ALTERTOUR 2018 FAIT ÉTAPE À GONESSE



VENEZ AVEC NOUS ACCUEILLIR LES ALTERCYCLISTES.



Belle occasion pour revenir sur le Triangle ou pour le découvrir pour celles et ceux qui n'ont pas pu participer à la fête le 27 mai.

Pour en savoir plus sur l'**AlterTour 2018** , voir [ICI](#) et sur l'**étape de Saint Denis à Gonesse**, voir [ICI](#)

GRAND-PARIS-EXPRESS – CENTRE D'EXPLOITATION DES LIGNES 16 ET 17

L'enquête publique préalable aux demandes d'autorisation environnementale et de permis de construire concernant la réalisation du centre d'exploitation des lignes 16 et 17 du Grand Paris Express s'achèvera mardi 10 juillet à minuit.

Encore une enquête publique qui succède à celle lancée du 23 avril au 24 mai dernier **préalable à la demande d'autorisation environnementale concernant la création et l'exploitation** de la future ligne 17 Nord du métro automatique Le Bourget-Roissy, comprenant la gare "Triangle de Gonesse". Lire l'Avis du CPTG concernant la création et l'exploitation de la ligne 17 Nord en cliquant [ICI](#) Un dossier de plus de 1500 pages en A3, si volumineux et technique, que nous avons comptabilisé seulement une dizaine de réponses (dont la nôtre) sur internet.

On ne saurait mieux exprimer l'extraordinaire lassitude qu'éprouvent les citoyens à ce « saucissonnage » récurrent des dispositifs dits « de concertation », qui se succèdent à un rythme endiablé, sans jamais offrir une vision de l'aménagement d'ensemble ! Ce « saucissonnage » qui est une spécialité française a été dénoncé par la Commission Européenne. Traduction triviale : on veut « noyer le poisson » sous le poids d'une multitude d'enquêtes séparées pour éviter une prise de conscience de l'immensité des opérations de bétonnage prévues sur un même territoire ... Malgré notre fatigue grandissante aggravée par une canicule qui nous renforce dans nos convictions de lanceurs d'alerte opposés à des projets climaticides, nous n'avons pas cédé à cette tentation aquatique d'en rester là. Nous avons persisté à exprimer un avis, histoire de meubler quelque peu ce site internet tristement désert (pour paraphraser Victor Hugo dans *Les Châtiments* : «*s'il n'en reste qu'un, nous serons celui-là !* »).

Plusieurs membres du Collectif CPTG iront rencontrer Mme Bellacicco, commissaire enquêtrice, pour lui présenter toutes les critiques que nous adressons au projet de ligne 17 Nord avec la gare du Triangle de Gonesse dont la seule raison d'être serait de desservir le site du projet EuropaCity sans parler des risques propres à la réalisation du centre de maintenance dans l'état actuel du dossier : le creusement du tunnel, le percement des tranchées, la construction du grand viaduc qui enjambrerait l'A1, l'étanchéisation des sols, la gestion des déblais, le percement des puits d'aération et d'accès, les relais électriques, la construction de la gare "multimodale" et de la gare routière entraî-

neraient une dépense d'argent public énorme et des emprises définitives et irréparables sur les terres, alors que les priorités de la population vont vers l'amélioration urgente des lignes existantes (RER B et D) et le développement de liaisons douces à l'intérieur de chaque bassin de vie

Vous pouvez consulter le dossier d'enquête [ICI](#) et déposer votre avis [ICI](#). Attention à la date limite **mardi 10 juillet à minuit** !

GRAND-PARIS-EXPRESS – LIGNE 18

L'enquête publique préalable aux demandes d'autorisation environnementale de création et d'exploitation de la ligne 18 du Grand Paris Express s'achèvera mardi 10 juillet à minuit.

D'une longueur d'environ 35 kilomètres dont 14 kilomètres en aérien, la ligne 18 reliera 10 gares, de Versailles Chantiers à Aéroport d'Orly, et traversera les départements des Hauts-de-Seine, de l'Essonne et des Yvelines.

Pour comprendre les enjeux de cette consultation nous vous recommandons de lire [le document publié par quatre maires](#) de "petites communes" (petites par leur taille mais grandes par la réflexion et le courage de leurs élus !)

Nous vous invitons à soutenir nos compagnons de lutte contre les grands projets inutiles (le cluster du plateau de Saclay et le métro automatique de la ligne 18 qui le dessert).

Vous pouvez consulter le dossier d'enquête [ICI](#) et déposer votre avis [ICI](#). Attention à la date limite **mardi 10 juillet à minuit** !

UN NUAGE DE PLUS AU-DESSUS D'EUROPACITY

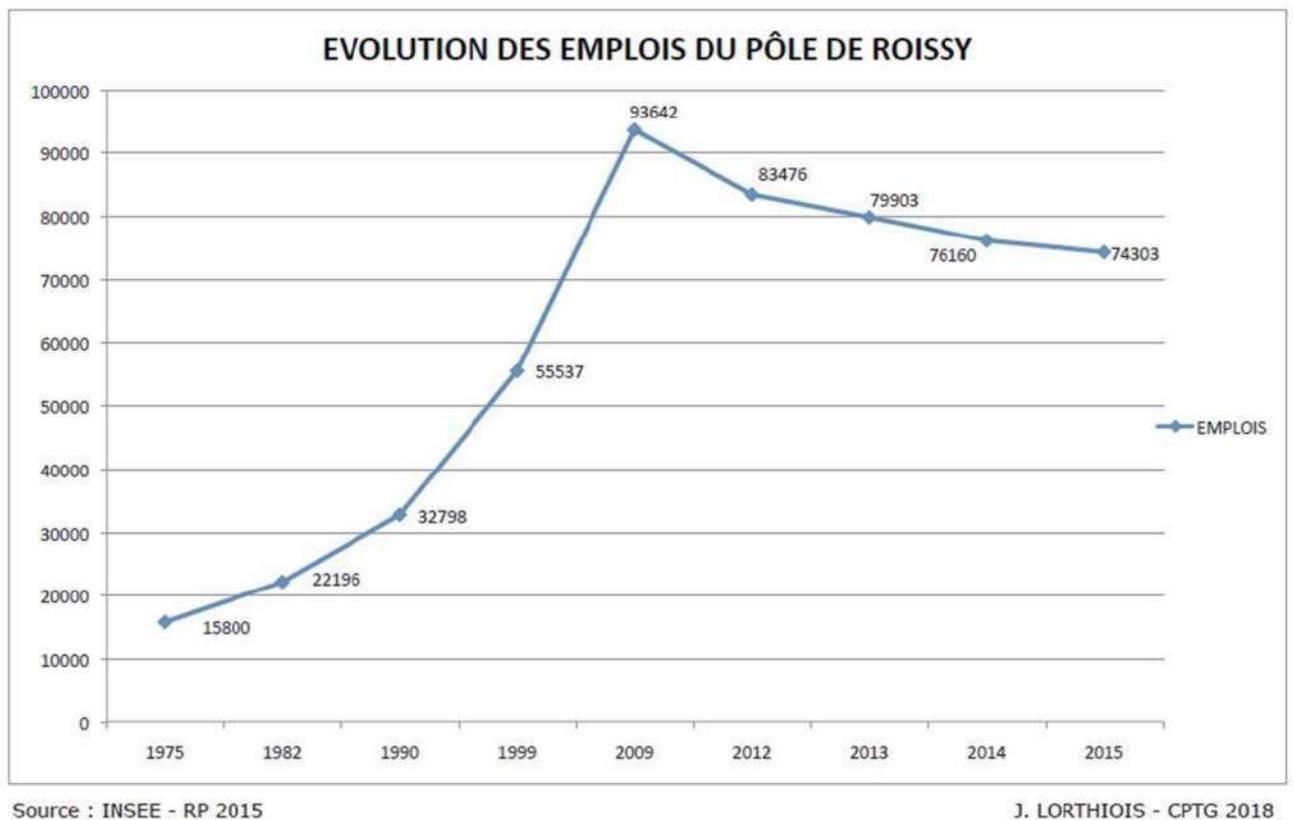
Avec l'annonce du plan interministériel en faveur de la biodiversité et contre la bétonisation des sols présenté le 4 juillet par **Édouard Philippe** et **Nicolas Hulot** devant la girafe empaillée de la galerie de l'évolution au Musée national d'Histoire naturelle à Paris, **le projet EuropaCity est devenu dans les médias l'exemple de la bétonisation des sols à rejeter** (voir ci-dessous notre revue de presse). Comme depuis le débat public en 2016, les promoteurs d'EuropaCity AUCHAN-WANDA, ne veulent pas comprendre l'absurdité de ce projet, il est temps que la décision politique pour l'abandon du projet soit prise et qu'on arrête de dépenser l'argent public à des fouilles archéologiques précipitées, des études multiples et des enquêtes publiques à répétition. C'est cette décision politique que le CPTG attend du gouvernement ou du conseil régional qui ont la responsabilité politique de l'aménagement du territoire. Le projet EuropaCity fait l'objet d'une mobilisation citoyenne de plus en plus forte ; il est de plus en plus largement dénoncé par les médias ; il ne manque qu'une décision politique courageuse pour faire comprendre aux porteurs du projet que c'est un tout autre avenir pour le Triangle de Gonesse qui est souhaité. Lire [notre Communiqué de presse du 5 juillet](#).

Pour la 7^{ème} année consécutive,

LE PÔLE DE ROISSY PERD DE L'EMPLOI.

Le nouveau recensement INSEE vient de paraître. Il confirme la grave crise d'emploi qui frappe le pôle de Roissy¹ depuis 2009. En passant de 93 642 emplois en 2009 à 74 303 en 2015, les pertes atteignent 19 340 postes, soit plus d'un emploi sur 5 qui a disparu en seulement 7 ans.

Cette crise n'est évoquée nulle part. Les élus locaux, le département du Val d'Oise, la presse locale continuent à vanter l'énorme potentiel de développement du pôle aéroportuaire. En témoigne cette déclaration d'Éric de La Paillonne, directeur d'Hubstart Center, qui fait partie d'Hubstart Paris Région, une alliance d'acteurs publics et privés chargée d'assurer la promotion du Grand Roissy–Le Bourget : « *Entre la Défense et Roissy, on ne sait pas très bien quelle est la première zone économique d'Ile-de-France. A terme, ce sera Roissy*² ».



Précisons qu'en 2013, Paris cumule 1,8 million d'emplois, dont 166 000 pour le seul arrondissement du 15^{ème}. Et que la Défense « au sens strict » (uniquement composé des communes de Nanterre, Puteaux, Courbevoie) représente 260 000 postes. A comparer avec Roissy, auquel on peut adjoindre les activités de la commune de Tremblay-en-France : 97 000 emplois au total. Certes, le pôle aéroportuaire recrute, mais en raison d'une part importante d'emplois temporaires (agences d'intérim) et d'activités saisonnières (trafic aérien lié au tourisme et services induits – ex. sécurité). **L'important taux de rotation des activités** fait illusion sur le soi-disant « développement » du pôle aéroportuaire. L'INSEE qui ne tient pas compte des mouvements, mais du solde à un instant « T » traduit sur la durée une évolution négative préoccupante, deux fois plus importante que la crise de PSA qui a frappé Aulnay-sous-Bois, dont on a abondamment parlé.

Le CPTG ne peut que constater la méconnaissance du territoire par ceux qui sont chargés d'animer le pôle et le bassin du Grand Roissy : les élus, les entreprises et les médias qui prétendent se positionner « au service des populations locales » et font miroiter une « manne d'emplois » en ignorant tout de cette crise majeure.

¹ Dès l'implantation de l'aéroport, l'INSEE a toujours affecté la totalité des emplois du pôle à la commune de Roissy (95), y compris les activités géographiquement localisées sur le territoire de Tremblay-en-France (93).

² Source : Thierry Chaffotte, « Roissy se développe : tout le monde en profite et prévoit de recruter en 2018 », le Parisien du 22 janvier 2018.

Plutôt que de promouvoir le Grand Projet Inutile d'Europacity et de sacrifier un patrimoine exceptionnel de terres agricoles, les acteurs locaux feraient mieux de mobiliser leurs efforts pour réutiliser les friches industrielles déjà aménagées, y réimplanter des entreprises près des populations et arrêter l'hémorragie d'emplois du pôle existant de Roissy, plutôt que de consommer toujours plus de ressources foncières pour toujours plus d'activités inutiles dont le solde final représente toujours moins d'emplois.

PROCHAINES VISITES DU TRIANGLE

Dimanches 8 juillet, 22 juillet et 5 août de 10h à 17h

Jeudi 26 juillet accueil des cyclistes de l'AlterTour 2018

Entretien de la parcelle, rencontres, débats et pour ceux qui le souhaitent, visite guidée du triangle.

Lieu : Chemin de la justice à Gonesse.

Pour s'y rendre :

- * RER B Parc des expositions, puis sortie avenue des Nations, bus 20, arrêt le plus proche à Gonesse : Carrefour de la Fontaine Cypierre, ou train + vélo.
- * ou dans Gonesse aller en haut de l'avenue du 12ème Régiment de Cuirassiers, au giratoire aller tout droit, puis prendre à droite Chemin de la Justice.

Voir plan d'accès [ICL](#).

Si besoin, téléphoner au 06 76 90 11 62. Toutes les bonnes volontés sont bienvenues.

COMITÉS TERRES DE GONESSE

Le MNLE 93 en relation avec le CPTG et le groupement CARMA a organisé deux rencontres publiques :

- **Mardi 26 juin à Bobigny** dans les locaux de l'association Activille en présence de Luc Dupont, Florence Godhino, Jean-Marie Baty a permis un large échange avec 35 participants ;

- **le jeudi 5 juillet à Noisy-le-Sec** au café associatif « la popotte coop » un échange aussi passionnant a eu lieu avec 25 participants en présence de Cyril de Koning, Bernard Loup et Jean-Marie Baty.



LES ILOTS DE CHALEUR URBAINS, C'EST QUOI ?

Alors qu'une partie de la France est placée en vigilance orange pour la canicule, il est bon de se rappeler que les forêts et les terres agricoles cultivées à la périphérie des villes contribuent grandement à la qualité de la vie en ville en limitant la formation d'îlots de chaleur.

A l'aide de prises de vues thermiques aériennes, au sol, et de l'implantation de stations météo chez des particuliers, [une étude](#) de l'Agence de développement et d'urbanisme de Lille Métropole présenté le 15 juin 2017 a permis de mettre en avant l'**écart de température entre les centres urbains et leur périphérie**.

Cette différence de température peut être expliquée par l'artificialisation de l'occupation des sols (forme urbaine d'une ville, le coloris et la composition des matériaux utilisés, la non présence de végétaux, de cours d'eau) mais aussi de l'activité anthropique. La nuit n'est pas assez longue pour que la chaleur se dissipe et la nouvelle journée qui s'annonce à l'aube est déjà chaude et ne peut que se réchauffer davantage. Commence alors un cycle infernal.

Selon météo France, ces phénomènes sont accentués par le réchauffement climatique.

Pour en savoir plus : on se reportera à deux études de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme d'Île-de-France [ICI](#) et [ICI](#)

CANICULE : Les trois quarts de l'humanité menacés de mourir de chaud en 2100

Publiée lundi 19 juin 2018 par la revue scientifique "**Nature Climate Change**", une étude se penche sur le risque de « mourir de chaud », au sens propre qui guette aujourd'hui près d'un individu sur trois dans le monde et en l'absence de réduction drastique des émissions de CO², jusqu'à 75 % des habitants de la planète pourraient être victimes de vagues de chaleur meurtrières à l'horizon 2100.

Pour en savoir plus : voir [ICI](#)

REVUE DE PRESSE

* **L'hebdomadaire l'OBS du 7 juin 2018** a publié sous le titre "[Éloge de la ZAD](#)" une belle prise de position du philosophe **Bruno LATOUR** qui conseille à l'État d'apprendre de ceux qui à Notre-dame-des-Landes expérimentent des façons de vivre nouvelles.



* **La rédaction de Mediapart** a mis en ligne le 27 juin [un entretien de Jade LINDGAARD](#) avec Élodie Tuillon Hibon, avocate au barreau de Paris, Vanessa Codaccioni, maîtresse de conférences en science politique à Paris 8, spécialiste de justice pénale, et **Étienne Ambroselli, avocat** des militants de Bure et de notre collectif CPTG perquisitionné le 20 juin.

* **L'Humanité DIMANCHE du 28 juin** a publié sous le titre "[EUROPACITY UN OVNI EN ILE-DE-FRANCE](#)" un dossier de 8 pages de la journaliste **Latifa MADANI** présentant de façon très complète cette "*opération immobilière à 3 milliards d'euros*", l'opposition qu'elle suscite et le [contre-projet CARMA](#) bien connu des lecteurs de l'Écho du triangle.

* **Le journal LE PARISIEN du 4 juillet** a publié en pp. 2 et 3 un long interview sous le titre "[Hulot déclare LA GUERRE AU BÉTON](#)" où l'on retrouve avec intérêt des expressions entendues il y a un an lors de la présentation du plan climat (voir [l'Écho du triangle du 12 juillet 2017](#) pp. 1-2) :

1. " ... A l'avenir, nous annonce-t-il, plus un mètre carré supplémentaire de terre ne pourra être bétonné. A moins que cela ne soit compensé par la création d'espaces naturels." (p.2 col. 4-5 de l'article)
2. "... Autre point capital, nous allons fixer l'objectif de zéro artificialisation des sols" **Question : Comment allez-vous faire ?** Réponse : "Les sols doivent être considérés comme une ressource finie, dont la gestion doit être sobre et durable. L'objectif est au minimum de compenser les surfaces artificialisées en désartificialisant des surfaces équivalentes. Nous sommes allés si loin dans l'étalement urbain, avec la création de vastes zones commerciales en périphérie, que les centres-villes se sont vidés. C'est d'ailleurs le sens du travail mené par le gouvernement en matière d'aménagement des centres-villes. Nous sommes pleinement engagés à aider les élus à limiter la consommation d'espaces. L'apogée des grandes surfaces démesurées est derrière nous." (p. 3 col. 2 de l'article).

Et quand le journaliste du Parisien lui objecte : "**Pourtant, l'État a fait appel de l'annulation d'EuropaCity, gigantesque zone d'activités en projet près de Roissy**" on notera que dans sa réponse il confirme notre conviction depuis toujours, à savoir qu'il s'agit là d'un centre de "distribution" et se garde bien d'accréditer les présentations abusives en forme de parc de loisirs ou de centre culturel :

"Le projet doit évoluer. Par ailleurs si vous me demandez mon avis, je crois que dans la distribution nous allons revenir à l'adage "small is beautiful"" (NDLR : ce qui est petit est beau). (p. 3 col. 2).

* **Depuis mercredi 4 juillet de très nombreux médias rendent compte du PLAN BIODIVERSITE du gouvernement.** Citons :

- **Le journal 20minutes** a publié sur son site internet [un article de Fabrice Pouliquen](#) intitulé : "*Biodiversité : Le plan de Nicolas Hulot a-t-il pensé à l'artificialisation des sols ?*"
- le 5 juillet au matin sur **Europe 1** [l'interview du Ministre de la Transition écologique et solidaire](#) montre à quel point le Triangle de Gonesse avec le projet EuropaCity est devenu pour la presse le symbole de l'artificialisation des sols. Dans la réponse du Ministre nous notons le manque d'information de Nicolas Hulot sur l'état de ce dossier. Depuis que notre Collectif a rencontré des membres de son cabinet le 17 octobre 2017, il n'y a pas eu de révision à la baisse du projet, mais seulement une modification du projet architectural. Seul le projet alternatif du groupement CARMA a évolué et a fait l'objet de multiples précisions.
- Tout aussi explicite est le **Communiqué de l'AFP** du 5 juillet intitulé "[Hulot tacle le mégacomplexe Europacity](#)". Depuis sa parution ce Communiqué est repris par de nombreux médias.
- Même le journal **LES ÉCHOS** semble douter des chances du projet EuropaCity en publiant le 4 juillet également [un éditorial assez sévère de son rédacteur en chef, Jean-François PÉCRESSÉ](#), intitulé : "*Un plan en béton pour la nature - Le plan Hulot pour la biodiversité impose à la France une exigence de cohérence. Europacity et Montagne d'Or deviennent difficiles à défen*dre."
- **Libération** sur son site internet a publié le 4 juillet [un article de Coralie Schaub et Caroline Vignet](#) intitulé : "*90 menues mesures pour Mère nature - Face à «l'urgence» de la situation, dicit le Premier ministre, Nicolas Hulot a présenté mercredi son plan biodiversité. Un texte peu contraignant avec des moyens financiers limités*".

- La Rédaction de VOnews95 a publié le 5 juillet un communiqué "[EuropaCity est une « folie des grandeurs » selon Nicolas Hulot](#)" qui fait état des réactions locales : "Bien que satisfaits, les opposants se disent conscients que la prise de position du ministre ne signe pas pour autant l'arrêt d'EuropaCity. «Le projet est loin d'être abandonné. Le maire de Gonesse pose des affiches partout en promettant l'aboutissement d'EuropaCity en 2022», s'inquiète Bernard Loup."
- Le Monde daté du 6 juillet a publié [un article de Pierre LE HIR](#) sous le titre "**Le gouvernement au chevet de la biodiversité - Le plan interministériel décline 90 mesures, notamment contre la bétonisation des sols et la pollution marine**".

SOUTENEZ L'ACTION DU COLLECTIF NE LÂCHONS RIEN !

Notre collectif d'associations ne reçoit aucune subvention. Nous ne pouvons compter que sur les cotisations annuelles et les dons de nos adhérents et amis.

Aujourd'hui quatre appels ou recours sont en instance devant les juridictions françaises et européennes. Cela entraîne d'importants frais de procédure et nous impose de rémunérer les avocats professionnels qui nous conseillent déjà depuis plusieurs années et qui sont agréés auprès des tribunaux compétents à CERGY-PONTOISE, PARIS et BRUXELLES.

En devenant membre du CPTG vous appuyez, vous amplifiez, vous contribuez au renforcement de la lutte contre le projet Europacity et à la popularisation de notre projet alternatif, CARMA, au travers d'actions concrètes

Afin de faciliter les adhésions, nous sommes partenaire de l'association HELLO qui gère automatiquement la collecte des fonds et reverse directement par virement sur notre compte bancaire les sommes collectées. Les versements se font par carte bancaire directement à partir de notre site. L'adhésion est de **10 € pour les individuels** et **20 € pour les associations**.

POUR ADHÉRER CLIQUEZ [ICI](#)

Pour ceux qui le souhaitent, **il est toujours possible de régler la cotisation par chèque** à l'ordre de « **Association CPTG** » à envoyer à : Cécile COQUEL, 34 rue Gambetta, 95400 Villiers- le Bel.

Vous pouvez télécharger le bulletin d'adhésion en cliquant [ICI](#)

POUR FAIRE UN DON CLIQUEZ [ICI](#)

Vos dons ouvrent droit à déduction fiscale (66 % du montant).

Retrouvez-nous sur internet

et faites nous connaître dans vos réseaux

Suivez-nous sur [notre site](#) , sur [Facebook](#) et sur [Twitter](#)

